ANNEXES

Annexe 1. L'impact de la crise sur la qualité ou la précarité des emplois

Annexe 2. Chômage de longue durée, jeunes exclus (NEET) et pauvreté : les conséquences sociales inquiétantes de la crise et des politiques d'austérité

Annexe 3. Tableaux statistiques

Antoine MATH

Annexe 1

L'impact de la crise sur la qualité ou la précarité des emplois

La crise a induit une forte baisse des taux d'emploi des jeunes et des études nationales semblent également montrer un accroissement de la précarité des emplois, davantage pour les jeunes que pour les moins jeunes, et davantage pour les femmes que pour les hommes en général.

Pour tenter de comparer les effets de la crise sur la précarité des emplois, nous examinons les évolutions de trois indicateurs : la part des emplois (salariés) temporaires ; la part des emplois à temps partiel, dont la part du temps partiel involontaire ; la proportion de travailleurs pauvres [1]. D'autres indicateurs de la précarité de l'emploi des jeunes et des moins jeunes seraient intéressants, par exemple sur les salaires, les revenus en général, ou encore les conditions de travail, mais on ne dispose pas encore de données comparatives récentes sur les évolutions intervenues depuis 2007.

Les emplois temporaires

Avant d'examiner les évolutions, il convient de s'arrêter sur l'ampleur de l'emploi temporaire, notamment pour évaluer dans quelle mesure les jeunes sont davantage concernés.

La comparaison transversale entre pays de la part de l'emploi temporaire peut prêter à discussion car l'emploi temporaire peut recouvrir des réalités sociales et institutionnelles très ou trop différentes. Néanmoins, l'importance de l'emploi temporaire à l'intérieur d'un pays, notamment selon l'âge ou le genre, et l'analyse de ses évolutions reste pertinente.

Une diffusion des emplois temporaires surtout auprès des jeunes

L'emploi temporaire est une caractéristique forte de l'emploi des jeunes. Il est près de quatre fois plus répandu chez les jeunes que chez les moins jeunes : il concerne 42,1 % des salariés de 15 à 24 ans contre 11,3 % des 25 à 54 ans dans l'UE en moyenne en 2010.

Les pays où le rapport entre la part des jeunes et celle des moins jeunes en emploi temporaire est le plus élevé, c'est-à-dire les pays où l'emploi temporaire vise davantage les jeunes comparativement aux autres, sont l'Autriche, l'Allemagne, la Suède, la France, la Belgique, l'Irlande et l'Italie.

1. Les tableaux se rapportant à cette annexe 1 se trouvent dans l'annexe 3 (tableaux 6 à 10).

En Espagne, au Portugal et en Pologne, si la part des jeunes en emploi temporaire est très élevée comme en Allemagne, en Suède, en France, aux Pays-Bas et en Italie, ces formes d'emploi frappent également beaucoup les adultes plus âgés, si bien que la part de l'emploi temporaire des jeunes n'y est « que » de 2,5 à 2,7 fois plus élevée que celle des moins jeunes (contre 5 fois ou davantage en Allemagne, en Suède et en France).

Alors que l'emploi temporaire est plus fréquent chez les salariées femmes de 25 à 54 ans que chez les salariés hommes du même âge, et ce dans quasiment tous les pays, l'emploi temporaire est en moyenne dans l'UE du même ordre pour les jeunes femmes et les jeunes hommes de 15 à 24 ans en 2010. Mais cette moyenne peut recouvrir des situations différenciées : dans certains pays, l'emploi temporaire est beaucoup plus fréquent chez les jeunes femmes (Suède, Belgique, Portugal, Pologne, Grèce, France, Italie, Finlande) alors que dans d'autres il est plus fréquent chez les jeunes hommes (Autriche, Danemark, Allemagne, Islande).

Une plus forte hausse de l'emploi temporaire pour les jeunes

En moyenne dans l'UE, la part des emplois temporaires chez les jeunes et les moins jeunes a diminué au début de la crise, entre 2007 et 2008 (et même entre 2008 et 2009 pour les 25-54 ans), ce qui est une évolution logique en période de crise : les entreprises cessent d'embaucher, ne renouvellent pas les emplois à durée déterminé et interrompent le recours à l'intérim. Compte tenu de l'importance de l'emploi temporaire chez les jeunes, la baisse a été plus forte au début de la crise pour les jeunes. Ensuite, cette part de l'emploi temporaire est repartie assez fortement à la hausse, plus tôt et plus fortement chez les jeunes que chez les moins jeunes, et, parmi les jeunes, plus fortement chez les jeunes hommes. Au final, la part des emplois temporaires a crû entre 2007 et 2011, signe d'une augmentation de la précarité des emplois. Si les jeunes semblent davantage concernés par cette dégradation (l'écart entre la part des jeunes en emploi temporaire et celle des moins jeunes a augmenté), il semble que, sur la période la plus récente (entre les 1ers semestres 2010 et 2011), la part des emplois temporaires se soit mise à croître davantage (en points) pour les plus âgés (25-64 ans) que pour les jeunes (15-24 ans). Cette évolution sur les moins jeunes est inquiétante car elle pourrait indiquer que l'emploi temporaire, loin de concerner de façon transitoire les premiers emplois des jeunes, s'étendrait davantage aux personnes présentes sur le marché du travail depuis longtemps. L'emploi temporaire, loin d'être un passage obligé ou un marchepied vers l'emploi stable, semble devenir une norme d'emploi durable, au moins pour une partie des salariés.

Sur l'ensemble de la période 2007-2011, l'écart au détriment des jeunes salariés s'est creusé.

A l'exception de l'Allemagne, la part des emplois temporaires a augmenté chez les jeunes entre 2007 et 2011 mais avec des variations notables.

Certains pays ont connu une forte hausse de l'emploi temporaire chez les jeunes : Irlande, Hongrie, Italie, Grèce, Pays-Bas et Portugal. Dans ces pays, cette hausse a commencé dès le début de la crise. Sur la période la plus récente (entre les 1er semestres 2010 et 2011), cette part de l'emploi précaire s'est toutefois mise à

diminuer fortement aux Pays-Bas et en Hongrie, alors qu'elle continue d'exploser en Irlande (+4,8 points en un an) et en Italie (+2,4 points) et qu'elle augmente toujours en Grèce et au Portugal. Sur la période récente (entre les 1ers semestres 2010 et 2011), la Belgique, l'Islande, l'Espagne, la Roumanie, la Pologne voire le Danemark, des pays où l'emploi temporaire avait baissé entre 2007 et 2010, connaissent une forte hausse de la part de l'emploi temporaire chez les jeunes.

Temps partiel et temps partiel contraint

L'importance du temps partiel et du temps partiel contraint dans l'UE

En moyenne dans l'UE 27, 29 % des jeunes salariés de 15 à 24 ans travaillent à temps partiel en 2010 contre 16,6 % pour les 25-54 ans. L'ampleur du temps partiel chez les jeunes est particulièrement forte aux Pays-Bas (trois quarts des jeunes salariés), au Danemark, en Suède, en Islande, en Irlande, en Finlande et au Royaume-Uni. Le temps partiel est à l'inverse très faiblement répandu chez les jeunes – moins de 10 % des emplois salariés en 2010 – dans plusieurs PECO, dont la Bulgarie et la Hongrie. Il est relativement peu répandu – entre 12 et 20 % des emplois salariés – en Pologne, au Portugal, en Grèce, en Autriche et en Roumanie, et entre 20 et 25 %, en Allemagne, en France, en Belgique et en Italie.

Le temps partiel est plus répandu chez les jeunes que les moins jeunes dans tous les pays, à l'exception notable de l'Autriche et de l'Allemagne. En Belgique, le temps partiel est presque aussi répandu chez les moins jeunes que chez les plus jeunes.

Cependant, le temps partiel est avant tout une caractéristique de l'emploi féminin, aussi bien parmi les jeunes que parmi les moins jeunes, et ce dans tous les pays quasiment sans exception. En moyenne dans l'UE, 37,3 % des jeunes femmes de 15 à 24 ans sont à temps partiel en 2010 contre 22 % des jeunes hommes. Pour les générations plus âgées (25-54 ans), les pourcentages sont respectivement de 29,7 % et 5,5 %. En raison de l'importance du temps partiel chez les jeunes hommes relativement aux moins jeunes, l'écart entre hommes et femmes est beaucoup plus faible chez les jeunes que chez les moins jeunes. Le temps partiel masculin est propre aux jeunes hommes : dans tous les pays de l'UE, moins de 10 % des hommes de 25 à 54 ans sont à temps partiel, seuls les Pays-Bas, avec 14,7 %, faisant quelque peu exception. Ces constats sont évidemment plus ou moins à nuancer selon les pays.

Le temps partiel est en outre souvent contraint : en moyenne, 28 % des emplois salariés à temps partiel occupés par les jeunes sont subis dans l'UE en 2010. Ce temps partiel involontaire est une indication supplémentaire du caractère précaire de cette forme d'emploi. C'est particulièrement le cas dans les pays du Sud de l'Europe (Portugal, Grèce, Espagne, Italie) mais aussi en Hongrie, en Roumanie, en France et en Suède, où le pourcentage des emplois à temps partiel involontaire dépasse les 40 %. A l'opposé, le temps partiel est rarement déclaré comme involontaire chez les jeunes aux Pays-Bas, au Danemark et en Islande, pays où il semble davantage associé à des emplois d'appoint en cours d'études.

Une forte hausse du temps partiel…

Entre 2007 et 2010, la part des emplois à temps partiel a augmenté mais bien davantage pour les jeunes de 15 à

24 ans que pour les 25-54 ans : +3,4 points en moyenne dans l'UE 27 contre +0,8 point. Quelques pays font exception à ce constat général, en particulier la France où la part des emplois à temps partiel a légèrement baissé chez les jeunes quand celle des moins jeunes a légèrement augmenté. Durant la période récente (entre les 1ers semestres 2010 et 2011), une inversion de tendance semble se dessiner. La part du temps partiel n'augmente presque plus chez les jeunes, alors qu'elle continue d'augmenter, et désormais à un rythme plus élevé, chez les moins jeunes.

Les pays où la part des emplois à temps partiel explose chez les 15-24 ans entre 2007 et 2010, et où l'écart avec les moins jeunes s'accroît fortement, sont l'Irlande (+18,6 points entre 2007 et 2010), la Suède, l'Espagne, l'Islande, le Danemark, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Grèce. Dans ces pays, l'ajustement de l'emploi des jeunes pendant la crise s'est opéré pour partie par un plus grand recours aux emplois à temps partiel. Entre les premiers semestres 2010 et 2011, la tendance à la hausse du temps partiel se poursuit au Danemark, en Irlande, au Royaume-Uni, en Grèce. A l'inverse, la part du temps partiel reflue chez les jeunes en Suède et en Islande.

La part du temps partiel a légèrement plus augmenté en points pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes : respectivement +3,4 et +3,2 points dans l'UE 27 entre 2007 et 2010). C'est l'inverse pour les plus âgés (25-59) : la part du temps partiel a davantage augmenté pour les hommes que pour les femmes, respectivement +0,8 et +0,4 point entre 2007 et 2010, cette tendance se poursuivant entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011. Durant cette dernière période, il semble au contraire qu'il y ait une inversion de tendance : le temps partiel augmenterait légèrement chez les jeunes hommes alors qu'il aurait cessé d'augmenter du côté des jeunes femmes. Ces constats moyens recouvrent cependant des situations nationales très différentes.

… et du temps partiel contraint

Si la part des emplois à temps partiel a augmenté, et beaucoup plus chez les jeunes, la part des emplois à temps partiel involontaire a aussi augmenté, ce qui implique que les formes les plus contraintes ou subies sont en augmentation. L'augmentation a été de 5,2 points entre 2007 et 2010 chez les 15-24 ans, pour atteindre 28,4 % des emplois à temps partiel en 2010. L'augmentation a été en moyenne légèrement plus forte pour les jeunes que pour les moins jeunes et légèrement plus forte pour les hommes que pour les femmes.

Dans certains pays, le temps partiel involontaire a explosé chez les plus jeunes : Irlande, Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Hongrie, Royaume-Uni. Il a aussi fortement augmenté en France, en Finlande, en Pologne et en Suède. A l'inverse, le temps partiel subi diminue fortement en Belgique, et dans une moindre mesure en Allemagne et en Autriche. A rebours des autres pays, la précarisation des emplois, appréhendée à travers cet indicateur, ne semble pas avoir augmenté durant la période dans ces derniers pays.

Les travailleurs pauvres

Les données Eurostat issues des enquêtes sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) permettent de calculer l'évolution de la part des travailleurs

pauvres (« taux de risque de pauvreté au travail ») mais elles s'arrêtent à 2009, 2010 pour quelques pays, et surtout elles doivent être prises avec une grande prudence dès lors qu'il s'agit de mesurer des évolutions sur deux ou trois années.

Les chiffres disponibles montrent que dans l'UE cette part de travailleurs pauvres croît chez les jeunes de 18 à 24 ans entre 2007 et 2009 (de 10,1 à 10,8 %), alors qu'elle n'a guère évolué pour les 25 à 54 ans (de 8,3 à 8,2 %). Dans certains pays, la part des travailleurs pauvres a fortement augmenté chez les jeunes entre 2007 et 2009, alors qu'elle a peu évolué pour les plus âgés en Espagne, en Hongrie, en France, en Islande. Aux Pays-Bas, elle a sensiblement augmenté pour les deux catégories d'âge, mais davantage pour les jeunes. Au Danemark et au Portugal, à l'inverse, elle a fortement augmenté pour les 25-54 ans alors qu'elle semble avoir peu évolué pour les plus jeunes.

Nous ne présentons pas plus en détail les résultats en raison de la difficulté à donner des interprétations solides des résultats. En raison d'une part de la fragilité des données de l'enquête EU-SILC pour mesurer précisément des évolutions sur deux ou trois ans de taux de pauvreté calculés sur des sous-catégories, et d'autre part des effets ambigus de la récession sur cet indicateur : parmi les emplois supprimés figurent les plus précaires et les plus mal payés qui ont été supprimés en premier et la crise et la hausse du chômage pourraient en conséquence avoir eu pour effet paradoxal de diminuer la part des travailleurs pauvres.

Annexe 2

Chômage de longue durée, jeunes exclus (NEET) et pauvreté : les conséquences sociales inquiétantes de la crise et des politiques d'austérité

Après près de quatre années de crise, la situation sociale d'une partie des jeunes s'est fortement dégradée. Ce constat est confirmé par l'augmentation du chômage de longue durée des jeunes, l'augmentation des jeunes sans emploi et hors de tout système d'éducation ou de formation, les NEET, et l'augmentation de phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale [1].

La hausse du chômage de longue durée : des stigmates durables

Compte tenu des évolutions économiques récentes et de la dégradation des perspectives de croissance depuis l'été 2011, le taux de chômage devrait, au mieux, se maintenir à un niveau élevé – beaucoup plus élevé qu'en 2007 – dans presque tous les pays, voire continuer à augmenter. La question du chômage de longue durée se pose donc de façon centrale, en particulier pour ses conséquences négatives durables sur les personnes concernées et sur l'ensemble de la société.

Dans l'ensemble de la population active, le chômage de longue durée a d'abord fortement diminué entre 2007 et jusqu'en 2009 en raison d'arrivées importantes de nouveaux chômeurs. Pour les jeunes de 15 à 24 ans, la part du chômage de longue durée qui est structurellement plus faible que celle des moins jeunes a également baissé dans quasiment tous les pays entre 2007 et 2008, mais elle s'est ensuite mise à augmenter plus tôt, dès 2008 dans la majorité des pays et surtout en Irlande, en Espagne et au Royaume-Uni. A partir de 2009, la part des chômeurs de longue durée parmi les jeunes chômeurs augmente presque partout. Depuis le premier semestre 2010, elle s'est cependant remise à diminuer dans quelques pays comme l'Allemagne, l'Autriche et la France. Au total, depuis le début de la crise, la part du chômage de longue durée à beaucoup plus augmenté pour les jeunes que pour les moins jeunes, et pour les hommes que pour les femmes. La proportion du chômage de longue durée est en général peu différenciée entre hommes et femmes.

1. Les tableaux se rapportant à cette annexe 2 se trouvent dans l'annexe 3 (tableaux 11 à 17).

Durant la dernière période, entre les premiers semestres 2010 et 2011, l'augmentation devient cependant plus faible pour les 15-24 ans, relativement aux 25-64 ans. Durant cette dernière période, la détérioration de la situation relative des jeunes femmes de 15 à 24 ans par rapport aux jeunes hommes du même âge, déjà constatée au niveau d'autres indicateurs comme le taux d'emploi, le taux de chômage et l'emploi temporaire, se confirme puisque désormais la part des chômeurs de longue durée augmente beaucoup plus rapidement pour elles que pour eux.

Dans deux pays, la part des chômeurs de longue durée parmi les chômeurs de 15-24 ans a explosé : en Irlande et en Espagne, avec respectivement +21,5 et +18,9 points entre 2008 et 2010. Les autres pays où cette part a beaucoup augmenté sont la Bulgarie, l'Italie, le Royaume-Uni, la Hongrie, la Belgique, la Grèce et la Pologne (pour ces trois derniers pays surtout récemment entre le 1er semestre 2010 et le 1er semestre 2011). L'Allemagne fait exception avec une baisse de la part des chômeurs de longue durée parmi les jeunes de 15 à 24 ans, durant toute la période allant de 2007 à 2011.

Une forte augmentation des jeunes NEET ni en formation, ni en emploi

Parmi les jeunes hors formation se trouvent des jeunes qui n'ont pas non plus d'emploi : ce sont les NEET, c'est-à-dire les personnes non occupées – chômeuses ou inactives – et ne participant à aucune forme d'éducation ou de formation, formelle et non formelle. Cette catégorie regroupe *a priori* les jeunes en danger d'exclusion, « hors du système » (d'éducation, de formation ou d'emploi) et, si la situation perdure, susceptibles de connaître pauvreté ou autres graves problèmes sociaux [1]. L'OCDE et l'UE en ont fait un indicateur central, élargissant d'ailleurs leur examen de cette catégorie à des catégories de jeunes plus âgés : 25 à 29 ans et 30 à 34 ans.

S'agissant des jeunes NEET, si les données Eurostat permettent d'examiner l'évolution de 2007 à 2010, nous ne disposons malheureusement pas de données plus récentes, notamment pour les évolutions comparées entre jeunes hommes et jeunes femmes, alors qu'un changement est intervenu à partir de 2010 au niveau de l'évolution des taux d'emploi et du chômage.

Avant d'examiner les évolutions intervenues avec la crise, il n'est pas inutile de donner quelques indications sur l'importance de cette catégorie, très variable selon les pays, mais aussi selon l'âge et le genre.

Une part des NEET très variable selon le pays, l'âge et le genre

La part des jeunes NEET de 20-24 ans, en danger d'exclusion, est en 2010 supérieure à 20 % en Bulgarie, en Italie, en Irlande, en Espagne, en Roumanie et en Grèce. Elle est également supérieure à la moyenne de l'UE (18 %) en Hongrie, au Royaume-Uni et en France.

A l'inverse, cette part est la plus faible – moins de 10 % – aux Pays-Bas, en Norvège, au Danemark, en Autriche et en Islande. Elle est également relativement faible – inférieure à 15 % – en Suède, en Allemagne et en Finlande. La hiérarchie entre pays est sensiblement la même pour les 15-19 et les 24-29 ans.

1. En dehors des jeunes de milieux favorisés pouvant compter sur leurs proches (parents ou conjoint) et/ou ayant d'importants revenus du patrimoine.

La part des jeunes NEET en danger d'exclusion augmente avec l'âge, souvent même au-delà de 30 ans. Elle est en moyenne dans l'UE 27 de 7 % chez les 15-19 ans, de 18 % pour les 20-24 ans, 19,7 % pour les 25-29 ans et 19,6 % pour les 30-34 ans.

Les jeunes femmes sont davantage touchées en moyenne. La part des jeunes NEET est plus importante chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes dans l'UE : 16,9 % en moyenne chez les hommes de 20 à 24 ans en 2010 contre 19,1 % chez les femmes (respectivement, 15 et 24, 5% chez les 25-29 ans, et 12,6 et 26,7 % chez les 30-34 ans). Les écarts sont les plus importants en défaveur des jeunes femmes en Grèce, en Roumanie, au Royaume-Uni, au Portugal.

En revanche, dans quelques pays, la part des jeunes hommes NEET chez les 20-24 ans est plus importante que pour les jeunes femmes : c'est le cas dans les pays baltes, en Irlande, en Espagne, au Danemark, en Finlande et en Suède.

Pour les classes d'âge plus élevées (25-29 ans et 30-34 ans), la part des femmes NEET augmente et elle est partout supérieure à celle des hommes. Cet écart reste cependant faible dans les pays nordiques alors qu'il explose en Hongrie, en Italie et en Grèce, et qu'il augmente très fortement dans de nombreux PECO, en France, en Allemagne, en Belgique et en Autriche. Ces différences selon les pays renvoient aux difficultés plus grandes pour les jeunes femmes, en particulier de milieux modestes, à concilier activité professionnelle et activités parentales et domestiques, dès lors que ces dernières restent toujours très inégalement partagées. Ces différences renvoient donc également au rôle des politiques publiques dans l'articulation entre travail et famille pour les jeunes femmes de milieux modestes.

Forte augmentation de la part des jeunes NEET entre 2007 et 2010, mais pas dans tous les pays

Entre 2007 et 2010, la part des jeunes NEET a augmenté de 2,8 points (de 15,2 % à 18 %) chez les 20-24 ans en moyenne dans l'UE 27 (+2,6 et +2,2 points respectivement pour les 25-29 et 30-34 ans). Ces variations n'ont pas été linéaires. Alors que la part des NEET continuait de diminuer entre 2007 et 2008, les effets de la crise se sont fait fortement ressentir à partir de 2008 : la part des jeunes NEET augmente très fortement entre 2008 et 2009, et surtout pour les hommes : +2,4 points pour les 20-24 ans (+3,6 points pour les hommes) et +2 points pour les 25-29 ans (+3 points pour les hommes). Entre 2009 et 2010, cette part continue d'augmenter, certes à un rythme beaucoup plus faible (+0,6 point pour les 20-24 ans et +0,9 point pour les 25-29 ans), mais autant pour les hommes que pour les femmes.

La hausse de la part des jeunes NEET depuis 2007 a été très forte, proche de 10 points ou plus, en Irlande, en Espagne et dans les Pays baltes. Elle est également forte (de 3 à 6 points) en Grèce, en Italie, en Roumanie, en Islande, en Bulgarie, aux Etats-Unis [1], et assez forte (hausse de 2,5 à 3 points) au Royaume-Uni, en Hongrie, en Finlande, au Danemark et en France [2]. En Irlande et aux Etats-Unis, cette hausse des

1. Selon les données OCDE, cette part a augmenté de 3,9 points aux Etats-Unis entre 2007 et 2009.
2. La part des jeunes de 16-24 ans en emploi ou en formation a diminué de 88,4 à 86 % entre 2007 et 2009 en France. Cette valeur, égale au complément de la part des jeunes NEET, est l'un des indicateurs retenus par les pouvoirs publics pour le suivi de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Gouvernement français, *Rapport au Parlement. Suivi de l'objectif de baisse d'un tiers des la pauvreté en cinq ans,* octobre 2011.

jeunes NEET s'accompagne, selon les données de l'OCDE, de phénomènes de prolongement ou de reprise d'études (sans lesquels la part des NEET se serait davantage accrue). Ce n'est pas le cas dans les autres pays où la part des jeunes en formation a peu varié entre 2007 et 2009. La France se distingue même par le fait que la hausse de la part des jeunes NEET en France provient à la fois de la baisse des emplois et de la diminution des jeunes scolarisés ou en formation.

A l'opposé, la part des jeunes NEET diminue en Allemagne ou bien n'augmente pas ou très peu en Autriche, en Pologne, en Belgique et en Suède. Parfois, ce résultat s'explique, pour tout ou partie selon les pays, grâce à une hausse de la part des jeunes dans le système d'éducation ou de formation. Ces résultats semblent indiquer que ces pays sont ceux où l'impact négatif de la crise sur les jeunes a, *a priori*, été le plus contenu.

Si, en moyenne dans l'UE, la part des NEET a augmenté entre 2007 et 2010 de 2,8 points pour les 20-24 ans et de 2,6 points pour les 25-29 ans, elle a bien davantage augmenté pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes : +4,1 contre +1,6 point pour les 20-24 ans (+4 points contre +1,1 point pour les 25-29 ans). Ce constat est valable pour quasiment tous les pays. L'écart, au désavantage des jeunes femmes, s'est donc réduit depuis 2007.

L'évolution a été beaucoup plus défavorable aux jeunes hommes dans les pays baltes, en Espagne, en Irlande, en Slovaquie, en Hongrie. Au contraire, les évolutions ont été relativement similaires entre jeunes hommes et jeunes femmes en Roumanie, en Allemagne, en Suède, ainsi qu'au Portugal et au Danemark (pour les 20-24 ans dans ces deux derniers pays, mais pas pour les 25-29 ans).

L'impact de la crise sur la pauvreté et l'exclusion sociale des jeunes

L'augmentation de la part des jeunes NEET, d'une part, et l'augmentation du taux de chômage des jeunes, et en particulier de la part du chômage de longue durée d'autre part, soulèvent la question des risques de découragement et d'exclusion sociale des jeunes. Les risques de pauvreté du fait de l'absence d'emploi sont en outre accrus s'agissant des jeunes car ils sont souvent moins bien protégés par les divers transferts sociaux (dispositifs d'invalidité, d'assurance chômage, revenus *minima* garantis ou autres filets de sécurité). Lorsque les conditions d'accès à ces transferts sont formellement indifférentes à l'âge, ils en remplissent moins souvent les conditions (assurances invalidité et chômage généralement). Et souvent, ils subissent même des conditions d'accès plus draconiennes, discriminatoires – pouvant aller jusqu'à leur exclusion de certains revenus *minima* garantis uniquement en raison de leur âge – et/ou encore, à situation pourtant égale, se voient attribuer des montants plus faibles du seul fait de leur âge.

Ce constat d'une plus grande fragilisation des jeunes suggère que leur pauvreté et leur exclusion sociale auraient augmenté. De nombreuses informations fondées sur des études et des sources nationales l'attestent dans certains pays (Grèce, Espagne, Irlande…) [1]. Mais il existe peu de données

1. Voir les articles nationaux dans ce numéro. Voir également pour la France *Jeunes, une génération précaire*, Secours Catholique (8/11/2011). Sur la Grèce, voir Matsaganis M., Leventi C., « The Distributional Impact of the Crisis in Greece » *in* Monastiriotis V. (ed.), *The Greek Crisis in Focus : Austerity, Recession and Paths to Recovery*, Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe, Special Issue, July 2011 ; Matsaganis M., Leventi C., « Inequality, poverty and the crisis in Greece », *ETUI Policy Brief*, Issue 5/2011.

comparatives permettant de retracer les évolutions récentes, à part les enquêtes sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) d'Eurostat qui présentent toutefois de fortes limites dès lors qu'il s'agit de mesurer des évolutions de taux de pauvreté à partir de sous-échantillons aux effectifs restreints (comme les 18-24 ans). D'autres aspects incitent à une certaine prudence dans les conclusions : les dernières données disponibles s'arrêtent à 2009 ou 2010 ; les indicateurs de pauvreté usuels sont calculés au niveau du ménage, ce qui fait que de nombreux jeunes sans emploi, sans aucune autonomie matérielle et totalement dépendants de leur famille ne sont pas considérés en situation d'exclusion ou de pauvreté, « protégés » qu'ils seraient de tels dangers grâce aux revenus des parents que ces derniers sont supposés partager avec eux. D'où des taux de pauvreté très élevés dans les pays nordiques où les jeunes décohabitent très tôt. Evaluer avec des indicateurs de pauvreté usuels la question de l'évolution de la pauvreté des jeunes dans la crise peut aussi conduire à des résultats difficiles à interpréter : si, dans un pays, la crise a fortement touché les jeunes, au point de conduire à des comportements de maintien prolongé au foyer des parents, l'effet pourrait même être une réduction du taux de pauvreté.

Une dernière limite inhérente aux taux usuels de pauvreté (exprimés en % du niveau de vie médian) est qu'ils peuvent échouer à appréhender une forte dégradation de la situation si la récession a été telle qu'elle s'est accompagnée d'une baisse du revenu médian et donc du seuil de pauvreté. Si cette baisse est forte, le taux de pauvreté a même pu diminuer ou à tout le moins sa hausse en être fortement atténuée. Il semble bien que ce soit ce qui s'est produit, au moins en partie, dans des pays comme l'Irlande, la Grèce ou l'Espagne.

Malgré ces limites, nous examinons l'évolution de trois indicateurs de pauvreté ou d'exclusion calculés à partir des enquêtes EU-SILC :

- le taux de pauvreté usuel au seuil de 60 % du niveau de vie médian (NVM) ;

- le taux de pauvreté au seuil beaucoup plus faible de 40 % de ce niveau de vie médian (NVM), que nous nommons seuil d'extrême pauvreté ;

- la population menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale qui est l'indicateur retenu pour la stratégie « Europe 2020 » qui vise à intégrer diverses dimensions de la pauvreté et de l'exclusion [1].

Le premier constat général est que la pauvreté est beaucoup plus forte chez les jeunes que chez les moins jeunes : 20,3 % des 18-24 ans sont sous le seuil usuel (60 % du NVM) contre 14 % des 25-54 ans dans l'UE en 2010. En moyenne dans l'UE entre 2007 et 2009, les évolutions ont été peu significatives et assez équivalentes entre jeunes et moins jeunes, sauf en ce qui concerne le taux d'extrême pauvreté (40% du NVM), qui s'est davantage accru pour les jeunes de 18 à 24 ans. Ces constats moyens recouvrent cependant des évolutions contrastées selon les pays entre 2007 et 2009 (ou 2010).

Quels que soient les indicateurs utilisés, la pauvreté s'envole en Espagne et en Islande entre 2007 et 2010, mais dans

1. Cet indicateur regroupe les personnes qui se trouvent sous le seuil de pauvreté monétaire, les personnes ayant des niveaux de dénuement matériel extrême (pauvreté en condition de vie) et les personnes vivant dans des ménages en sous-emploi (sans emploi).

des proportions comparables pour les jeunes et les moins jeunes (avec des différences selon l'indicateur retenu). Elle augmente également fortement pour tous en Finlande et aux Pays-Bas.

A l'opposé, en Pologne, en Allemagne, voire en Belgique, en Italie et en Grèce, les taux de pauvreté diminuent sur la période, et parfois davantage pour les jeunes que pour les moins jeunes.

Pour tous les autres pays, les évolutions peuvent varier selon l'indicateur de pauvreté retenu [1].

Avec un seuil à 40 % du NVM, le taux d'extrême pauvreté augmente très fortement en Espagne, aux Pays-Bas, en France, en Irlande, au Danemark et en Finlande entre 2007 et 2009 (ou 2010). Aux Pays-Bas, l'augmentation concerne surtout les jeunes de 18 à 24 ans et peu les plus âgés. A l'inverse, ce taux d'extrême pauvreté baisse en Allemagne, en Hongrie, en Belgique, en Irlande, en Pologne, au Portugal et en Grèce. En général, les évolutions sont sensiblement les mêmes pour les jeunes et moins jeunes, sauf en Allemagne où la baisse est plus forte pour les jeunes, ainsi qu'en Belgique où la baisse pour les jeunes s'accompagne d'une hausse sensible pour les moins jeunes.

Avec le seuil de pauvreté usuel (60 % du NVM), le taux de pauvreté augmente, très fortement en Islande et en Espagne, et beaucoup plus pour les jeunes de 18 à 24 ans que pour les moins jeunes. Il augmente également, mais pour tous, en Finlande et aux Pays-Bas. A l'inverse, il diminue, mais peu, en Italie et en Pologne, et il diminue plus sensiblement mais seulement chez les jeunes en Allemagne, en Irlande et en Belgique. Au Danemark et en Suède au contraire, il augmente sensiblement mais seulement pour les 25-54 ans.

Avec l'indicateur retenu pour la stratégie « Europe 2020 », la part des jeunes menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale augmente fortement en Espagne, en Islande, aux Pays-Bas et en Finlande. Cette part augmente également, mais dans une moindre mesure, en Irlande, au Royaume-Uni et au Portugal. A l'inverse, cette part baisse en Pologne, en Allemagne, en Belgique, voire en Grèce, au Danemark et en Suède.

Sans doute faudra-t-il attendre quelque temps pour disposer de données plus récentes sur les revenus permettant d'évaluer et comparer avec davantage de précision les effets négatifs de la crise sur la pauvreté, des jeunes en particulier [2]. Les effets de la crise sur les inégalités demanderaient aussi à être mieux documentés [3].

1. Ce qui valide, *a posteriori*, nos précautions et notre choix d'utiliser simultanément plusieurs indicateurs. Pour un tel constat de divergence des conclusions en matière de pauvreté entre 2007 et 2009 selon les indicateurs retenus, voir également European Commission, « The social dimension of the Europe 2020 Strategy. A report of the social protection committee », *Social Europe*, March 2011.
2. Pour la France, on connaît seulement depuis peu les taux de pauvreté de l'année 2009. Le taux de pauvreté (seuil à 60 % du niveau de vie médian) des jeunes de 18 à 24 ans est passé entre 2007 et 2009 de 22,1 à 22,5 %, quand celui de la population totale est passé de 13,4 à 13,5 % (7,2 à 7,5 % pour un seuil à 50 %, 3,1 à 3,3 % pour un seuil à 40 %), celui des plus de 65 ans de 10,2 à 10,4 % (9,5 % en 2005), celui des femmes de plus de 75 ans de 13,4 % à 14,7 %. Gouvernement français, 2011, *op. cit.*
3. Au moins s'agissant des pays les plus touchés par la crise, les premières indications tendent à montrer une augmentation des inégalités depuis 2007. C'est notamment le cas de l'Espagne (« La crisis dispara la desigualdad de ingresos entre los españoles », *El Pais*, 31 octobre 2011).

Annexe 3

Tableaux statistiques

Les données utilisées dans l'article « Une situation particulièrement préoccupante des jeunes dans l'Union européenne. Eléments de cadrage » (Math, 2011, dans ce numéro) et dans les annexes 1 et 2 sont présentées dans des tableaux ci-après. Elles ont été obtenues à partir des enquêtes sur les forces de travail d'Eurostat : enquêtes annuelles pour les évolutions entre 2007 et 2010 ; enquêtes trimestrielles pour les évolutions entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011 ; données mensuelles désaisonnalisées pour les évolutions des taux de chômage entre septembre 2010 et août 2011.

Quelques données de l'enquête SILC-Eurostat ont été également utilisées pour tenter d'examiner l'évolution de la pauvreté laborieuse (annexe 1) ou des indicateurs de pauvreté des jeunes (annexe 2).

Enfin, des données de l'OCDE, tirées de *Regards sur l'Education 2011*, ont également permis d'examiner la situation des jeunes au regard de l'éducation ou de la formation (tableaux 5 et 6).

Les tableaux 1 à 5 se rapportent à l'article d'Antoine Math, dans ce numéro.

Les tableaux 6 à 10 se rapportent à l'annexe 1 sur la qualité ou la précarité des emplois.

Les tableaux 11 à 17 se rapportent à l'annexe 2 sur les conséquences sociales de la crise et des politiques d'austérité (chômage de longue durée, jeunes exclus (NEET) et pauvreté).

Tableau 1. Evolution des taux d'activité des 15-24 ans (sauf mention contraire), 2007-2011 (en points)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2007-2010	2010S1-2011S1	Taux d'activité 2010
UE 15-24	**0,3**	**-0,7**	**-0,7**	**-1,1**	**-0,5**	**43,0**
UE 15-24 Hommes	**0,4**	**-1,0**	**-0,8**	**-1,4**	**-0,7**	**46,1**
UE 15-24 Femmes	**0,3**	**-0,4**	**-0,8**	**-0,9**	**-0,3**	**39,7**
UE 25-64	**0,4**	**0,2**	**0,1**	**0,7**	**0,1**	**77,1**
UE 25-64 Hommes	**0,2**	**-0,1**	**-0,1**	**0,0**	**-0,1**	**84,6**
UE 25-64 Femmes	**0,6**	**0,5**	**0,2**	**1,3**	**0,4**	**69,6**
Irlande	-2,9	-5,8	-4,7	-13,4	-2,5	42,0
Islande	-1,8	-5,0	0,6	-6,2	0,5	73,7
Portugal	-0,3	-2,4	-2,5	-5,2	0,8	36,7
Espagne	-0,1	-2,6	-2,4	-5,1	-1,9	42,7
Finlande	0,1	-3,1	-1,0	-4,0	1,5	49,4
Pays-Bas	0,5	-0,4	-3,8	-3,7	-1,3	69,0
Danemark	1,5	-0,7	-4,3	-3,5	-1,3	67,4
Italie	0	-1,8	-0,7	-2,5	-1,7	28,4
Royaume-Uni	0	-2,0	-0,5	-2,5	-0,4	59,2
Autriche	0	-0,3	-1,7	-2,0	1,7	58,8
Belgique	-0,5	-1,0	0,1	-1,4	-0,3	32,5
Grèce	-0,9	0,7	-0,6	-0,8	-1,3	30,3
Hongrie	-0,6	-0,4	0,3	-0,7	-0,3	24,9
Suède	0,6	-1,8	0,7	-0,5	1,5	51,7
Allemagne	1,1	-0,5	-0,7	-0,1	1,2	51,3
Bulgarie	1,2	-0,6	-0,6	0	-2,1	28,9
Roumanie	-0,1	0,5	0,3	0,7	-0,7	31,2
France	0,6	0,8	-0,5	0,9	-0,8	39,3
Pologne	0,1	0,7	0,7	1,5	-1,2	34,5

Pays classés par ordre croissant de l'évolution du taux d'activité des 15-24 ans entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat ; données enquêtes annuelles LFS pour 2007 à 2010 ; enquêtes trimestrielles LFS pour calculer l'évolution entre les 1ers semestres 2010S1 et 2011S2 (estimés à partir des moyennes des deux premiers trimestres).

Tableau 2. Jeunes de 15 à 29 ans en formation et part des actifs, 2009 (en %)

	Part des jeunes de 15-29 ans en formation	Part des actifs (occupés ou chômeurs) parmi les jeunes en formation
Islande	60,7	51,1
Danemark	56,3	66,6
Finlande	54,4	36,9
Pays-Bas	54,1	69,4
Allemagne	52,4	39,5
Suède	51,0	30,2
Pologne	50,7	22,0
Hongrie	48,1	5,0
Belgique	47,2	9,4
OCDE (hors Japon)	**46,6**	**28,1**
Etats-Unis	45,7	37,1
EU 21	**45,5**	**27,0**
Italie	45,3	8,4
France	44,0	15,0
Autriche	43,6	42,4
Grèce	43,4	9,0
Portugal	42,3	15,1
Royaume-Uni	40,4	39,8
Irlande	37,7	24,6
Espagne	37,4	30,7

Pays classés par ordre décroissant de la part des jeunes en formation.
EU 21 : les 21 Etats membres de l'UE également membres de l'OCDE.
Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2011*.

Tableau 3. Evolution de la part des jeunes de 20 à 24 ans en formation et hors formation (actifs occupés, et hors formation et chômeurs ou inactifs - NEET)

	En formation			Hors formation			
				Actifs occupés		Chômeurs et inactifs (NEET)	
	2000-2005	2005-2007	2007-2009	2005-2007	2007-2009	2005-2007	2007-2009
EU 21	**6,4**	**0,3**	**2,5**	**1,4**	**-4,4**	**-1,6**	**1,9**
Irlande	1,0	-1,8	8,3	2,0	-17,0	-0,1	8,7
Danemark	-0,4	-6,5	3,9	6,5	-5,5	-0,1	1,6
Etats-Unis	3,6	-0,4	3,1	-0,3	-6,9	0,7	3,9
Allemagne	10,1	1,5	2,8	2,0	-1,3	-3,4	-1,5
Portugal	1,0	-2,0	2,5	0,9	-3,0	1,1	0,5
Royaume-Uni	-0,3	-2,5	1,9	1,3	-2,9	1,2	1,1
Pays-Bas	12,6	1,7	1,7	0,4	-2,6	-2,1	1,0
Autriche		2,1	1,0	-0,7	-1,9	-1,4	0,9
Italie	2,6	3,1	0,7	-1,6	-2,8	-1,5	2,2
Espagne	-9,5	-0,6	0,4	2,8	-9,4	-2,2	9,0
Hongrie	14,3	2,6	0,0	-0,6	-4,0	-2,0	4,0
Grèce	9,7	6,9	-0,1	-3,0	-0,4	-3,9	0,5
Suède	0,4	-2,9	-0,6	3,2	-2,8	-0,3	3,4
Belgique	-5,7	1,3	-1,3	1,6	-6,2	-2,9	0,7
Pologne	27,8	-6,3	-2,1	8,0	4,0	-1,8	-1,9
Finlande		-0,9	-2,7	0,7	0,9	0,2	1,8
France	-7,4	0,3	-7,7	0,5	3,0	-0,8	4,7

Classé par ordre décroissant de la part des jeunes en formation entre 2007 et 2009.
EU 21 : les 21 Etats membres de l'UE également membres de l'OCDE.
Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2011*.

Tableau 4. Taux d'activité, taux d'emploi, part du chômage et taux de chômage des 15-24 ans (sauf mention contraire) – Niveaux en 2010, en août 2011 et évolutions entre 2007 et 2010

	2010 (en %)				Août 2011 [1] (en %)	Evolutions 2007-2010 (en points)			
	Taux d'activité	Taux d'emploi	Part du chômage	Taux de chômage	Taux de chômage	Taux d'activité	Taux d'emploi	Part du chômage	Taux de chômage
UE 15-24	**43,0**	**34,0**	**9,0**	**20,9**	**20,9**	**-1,1**	**-3,3**	**2,2**	**5,4**
UE 15-24 H	**46,1**	**36,2**	**9,9**	**21,6**		**-1,4**	**-4,1**	**2,7**	**6,4**
UE 15-24 F	**39,7**	**31,8**	**7,9**	**20,0**		**-0,9**	**-2,4**	**1,5**	**4,1**
UE 25-64	**77,1**	**70,6**	**6,5**	**8,4**		**0,7**	**-1,1**	**1,8**	**2,3**
UE 25-64 H	**84,6**	**77,5**	**7,1**	**8,3**		**0,0**	**-2,4**	**2,4**	**2,8**
UE 25-64 F	**69,6**	**63,8**	**5,8**	**8,4**		**1,3**	**0,2**	**1,1**	**1,5**
Espagne	42,7	24,9	17,8	41,6	46,2	-5,1	-14,2	9,1	23,4
Irlande	42,0	30,5	11,5	27,5	31,9	-13,4	-19,9	6,5	18,5
Grèce	30,3	20,4	9,9	32,9	42,9	-0,8	-3,6	2,8	10,0
Islande	73,7	61,7	12,0	16,2		-6,2	-12,6	6,4	9,2
Hongrie	24,9	18,3	6,6	26,6	23,8	-0,7	-2,7	2,0	8,6
Bulgarie	28,9	22,2	6,7	23,2	27,1	0,0	-2,3	2,3	8,1
Italie	28,4	20,5	7,9	27,8	27,6	-2,5	-4,2	1,7	7,5
Danemark	67,4	58,1	9,3	13,8	14,1	-3,5	-7,2	3,7	5,9
Suède	51,7	38,7	13,0	25,2	23,0	-0,5	-3,5	3,0	5,9
Portugal	36,7	28,5	8,2	22,4	26,9	-5,2	-6,4	1,2	5,8
Royaume-Uni	59,2	47,6	11,6	19,6	20,9	-2,5	-5,3	2,8	5,3
Finlande	49,4	38,8	10,6	21,4	19,9	-4,0	-5,8	1,8	4,9
France	39,3	30,3	9,0	22,9	23,5	0,9	-0,7	1,6	3,8
Belgique	32,5	25,2	7,3	22,4	17,4	-1,4	-2,3	0,9	3,6
Pays-Bas	69,0	63,0	6,0	8,7	7,5	-3,7	-5,4	1,7	2,8
Pologne	34,5	26,3	8,2	23,7	23,6	1,5	0,5	1,0	2,0
Roumanie	31,2	24,3	6,9	22,1	22,8	0,7	-0,1	0,8	2,0
Autriche	58,8	53,6	5,2	8,8	7,9	-2,0	-1,9	-0,1	0,1
Allemagne	51,3	46,2	5,1	9,9	8,9	-0,1	0,9	-1,0	-2,0

1. Juin 2011 pour la Grèce et le Royaume-Uni.
Pays classés par ordre décroissant de l'évolution du taux de chômage des 15-24 ans entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat ; données enquêtes annuelles LFS pour 2007 à 2010 ; données mensuelles harmonisées et dessaisonnalisées pour août 2011.

Tableau 5. Emploi, inactivité, chômage des jeunes de 15 à 24 ans. Evolutions récentes – 2010S1-2011S1 (en points)

	Evolution du taux d'emploi		Evolution du taux d'inactivité [1]		Evolution du taux de chômage	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
UE 27	**-0,3**	**-1,0**	**0,7**	**0,3**	**-0,8**	**0,7**
Grèce	-9,5	-5,8	1,9	0,7	10,8	9,4
Bulgarie	-8,2	-3,0	3,2	0,7	5,4	4,0
Espagne	-7,0	-4,4	2,9	0,8	4,3	4,3
Irlande	-5,7	-4,0	3,7	1,2	1,2	2,6
Roumanie	-3,9	-0,1	2,1	-0,6	0,9	2,0
Danemark	-3,8	-2,9	1,9	0,8	0,4	1,2
Italie	-2,3	-2,9	2,4	1,0	-2,0	3,3
Portugal	-1,8	-4,6	-1,4	-0,2	5,1	7,0
Pologne	-1,5	-4,5	0,3	2,1	1,5	2,5
Pays-Bas	-0,6	0,5	1,8	0,9	-2,0	-1,6
France	-0,2	-1,4	0,9	0,8	-1,6	0,6
Royaume-Uni	0,1	-2,9	0,1	0,8	-0,1	1,3
Hongrie	0,7	-0,3	0,5	0,3	-2,5	-0,7
Islande	1,5	5,5	1,0	-2,0	-2,0	-1,1
Belgique	2,2	3,7	0,8	-0,3	-5,4	-5,3
Allemagne	3,7	3,5	-1,0	-1,4	-1,9	-1,1
Finlande	5,3	3,0	-1,1	-1,7	-3,7	-0,1
Autriche	6,1	1,9	-2,2	-1,3	-1,8	0,5
Suède	6,7	3,9	-1,4	-1,6	-4,4	-1,5

1. 100 – taux d'activité.
Pays classés par ordre croissant de l'évolution du taux de chômage des 15-24 ans entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat, données trimestrielles LFS (les valeurs des 1ers semestres 2010S1 et 2011S2 sont estimées à partir des moyennes des deux premiers trimestres).

Tableau 6. Emploi temporaire en 2010 (en % de l'emploi salarié)

	15-24 (a)	25-54 (b)	Rapport (a)/(b)	15-24 H	15-24 F	Ecart H-F (points)	25-54 H	25-54 F	Ecart H-F (points)
UE 27	**42,1**	**11,3**	**3,7**	**42,0**	**42,2**	**-0,2**	**10,5**	**12,1**	**-1,6**
Autriche	37,0	4,9	7,6	40,8	32,6	8,2	4,6	5,2	-0,6
Allemagne	57,2	9,7	5,9	58,8	55,5	3,3	9,2	10,4	-1,2
Suède	57,1	10,9	5,2	51,0	63,1	-12,1	9,3	12,6	-3,3
France	54,9	11,0	5,0	52,6	57,7	-5,1	9,6	12,3	-2,7
Belgique	30,4	6,5	4,7	27,2	34,4	-7,2	5,2	7,8	-2,6
Irlande	30,4	6,8	4,5	30,1	30,6	-0,5	6,2	7,5	-1,3
Italie	46,7	11,1	4,2	44,9	49,3	-4,4	9,3	13,2	-3,9
Roumanie [1]	3,9	1,0	3,9	3,9	3,6	0,3	1,1	0,8	0,3
Pays-Bas	48,3	13,2	3,7	47,9	48,7	-0,8	12,0	14,5	-2,5
Islande	31,4	9,3	3,4	32,8	30,1	2,7	8,4	10,2	-1,8
Finlande	43,0	12,9	3,3	40,9	44,9	-4,0	9,1	16,8	-7,7
Danemark	21,6	6,6	3,3	25,4	17,7	7,7	5,4	7,8	-2,4
Royaume-Uni	13,7	4,6	3,0	14,3	13,0	1,3	4,0	5,2	-1,2
Hongrie	24,9	8,9	2,8	24,0	25,9	-1,9	9,3	8,4	0,9
Pologne	64,6	23,5	2,7	61,8	68,3	-6,5	23,9	23,1	0,8
Bulgarie	10,2	3,9	2,6	10,9	9,1	1,8	4,4	3,4	1,0
Grèce	30,4	11,7	2,6	27,8	33,9	-6,1	10,4	13,3	-2,9
Portugal	55,6	21,4	2,6	52,3	59,4	-7,1	20,9	21,9	-1,0
Espagne	58,6	23,9	2,5	58,7	58,4	0,3	22,9	24,9	-2,0

1. 2009 pour les 15-24 ans.
Pays classés par ordre décroissant du rapport entre les parts de l'emploi temporaire des 15-24 et 25-54 ans.

Tableau 7. Evolution de la part des emplois temporaires dans l'emploi salarié total – 15-24 ans (sauf mention contraire), 2007-2011

	Evolutions en points					Emploi temporaire 2010 (%)
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2007-2010	2010S1-2011S1	
UE 15-24	**-1,2**	**0,3**	**1,7**	**0,8**	**0,1**	**42,1**
UE 15-24 Hommes	**-1,4**	**0,3**	**2,0**	**0,9**	**0,2**	**42,0**
UE 15-24 Femmes	**-0,8**	**0,1**	**1,4**	**0,7**	**0,0**	**42,2**
UE 25-54 [1]	**-0,3**	**-0,4**	**0,4**	**-0,3**	**0,3**	**11,3**
UE 25-54 Hommes [1]	**-0,4**	**-0,5**	**0,6**	**-0,3**	**0,5**	**10,5**
UE 25-54 Femmes [1]	**-0,1**	**-0,5**	**0,2**	**-0,4**	**0,1**	**12,1**
Irlande	1,5	3,0	5,4	9,9	4,8	30,4
Hongrie	0,9	1,4	3,5	5,8	-1,2	24,9
Italie	1,0	1,1	2,3	4,4	2,4	46,7
Grèce	2,2	-0,8	2,0	3,4	0,5	30,4
Pays-Bas	0,1	1,3	1,8	3,2	-2,6	48,3
Portugal	1,6	-0,7	2,1	3,0	0,8	55,6
Autriche	0,0	0,7	1,4	2,1	1,1	37,0
France	-1,0	-0,2	2,6	1,4	-0,3	54,9
Finlande	-2,8	-0,6	4,0	0,6	0,5	43,0
Royaume-Uni	-1,3	-0,1	1,8	0,4	-0,2	13,7
Suède	-3,5	-0,2	3,7	0,0	-0,9	57,1
Bulgarie	-0,8	-0,2	0,9	-0,1	-3,9	10,2
Allemagne	-0,8	0,6	-0,1	-0,3	-1,4	57,2
Islande	-4,0	-1,2	4,7	-0,5	3,9	31,4
Danemark	1,0	0,4	-2,0	-0,6	1,2	21,6
Roumanie	-0,3	-0,6	0,2	-0,7	4,5	3,9
Pologne	-2,9	-0,8	2,6	-1,1	3,5	64,6
Belgique	-2,1	3,7	-2,8	-1,2	8,4	30,4
Espagne	-3,4	-3,5	2,7	-4,2	6,2	58,6

Pays classés par ordre décroissant de l'évolution de la part de l'emploi temporaire entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat, données enquêtes annuelles LFS pour 2007 à 2010 ; enquêtes trimestrielles LFS pour calculer l'évolution entre les 1ers semestres 2010S1 et 2011S2 (estimés par la moyenne des deux premiers trimestres).

Tableau 8. Emploi à temps partiel et à temps partiel involontaire en 2010

	Part des emplois à temps partiel									Part des emplois à temps partiel involontaire	
	15-24 (a)	25-54 (b)	rapport (a)/(b)	15-24 H	15-24 F	Ecart H-F 15-24	25-54 H	25-54 F	Ecart H-F 25-54	15-24	25-64
UE 27	**29,0**	**16,6**	**1,7**	**22,0**	**37,3**	**-15,3**	**5,5**	**29,7**	**-24,2**	**28,4**	**26,4**
Pays-Bas	74,7	42,2	1,8	65,4	84,2	-18,8	14,7	73,5	-58,8	5,8	5,7
Danemark	62,0	18,2	3,4	50,6	73,5	-22,9	6,9	30,4	-23,5	9,4	18,6
Suède	49,5	20,8	2,4	35,1	64,2	-29,1	7,9	35,2	-27,3	42,2	24,4
Islande	48,4	16,9	2,9	38,8	57,4	-18,6	6,3	28,5	-22,2	11,9	26,8
Irlande	43,2	18,5	2,3	38,2	47,6	-9,4	7,9	30,5	-22,6	32,1	36,7
Finlande	39,9	8,7	4,6	29,3	49,9	-20,6	4,7	13,1	-8,4	22,9	29,9
Roy-Uni	39,1	22,0	1,8	32,0	46,7	-14,7	6,2	39,8	-33,6	23,1	14,6
Espagne	29,6	12,2	2,4	21,4	38,7	-17,3	4,2	22,0	-17,8	48,1	49,5
Italie	24,3	14,6	1,7	14,5	39,2	-24,7	4,2	29,4	-25,2	65,8	48,9
Belgique	24,1	22,6	1,1	14,1	36,2	-22,1	6,5	41,3	-34,8	26,7	10,1
France	22,3	16,4	1,4	13,9	32,8	-18,9	4,8	29,1	-24,3	46,1	30,0
Allemagne	19,8	25,8	0,8	15,1	25,1	-10,0	7,5	47,0	-39,5	21,7	21,9
Autriche	19,1	24,8	0,8	12,2	27,1	-14,9	6,3	45,4	-39,1	18,3	10,8
Roumanie	17,3	7,8	2,2	18,0	16,4	1,6	7,9	7,7	0,2	71,8	51,5
Grèce	16,2	5,5	2,9	12,8	21,5	-8,7	2,9	9,3	-6,4	54,2	54,8
Pologne	15,6	5,5	2,8	12,9	19,4	-6,5	3,1	8,3	-5,2	20,4	22,2
Portugal	12,9	6,4	2,0	8,6	17,9	-9,3	3,5	9,6	-6,1	57,0	41,3
Hongrie	9,0	4,5	2,0	6,3	12,3	-6,0	2,9	6,4	-3,5	48,1	33,8
Bulgarie	5,0	1,7	2,9	:	6,2		1,6	1,8	-0,2	:	57,3

Pays classé par ordre décroissant de la part des emplois à temps partiel chez les 15-24 ans, en % de l'emploi salarié.
Sources : Eurostat ; donnée enquêtes annuelles LFS.

Tableau 9. Evolution de la part des emplois à temps partiel pour les 15-24 ans (sauf mention contraire), 2007-2011

	Evolutions (en points)					Emploi à temps partiel 2010 (en %)
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2007-2010	2010S1-2011S1	
UE 15-24	**0,7**	**1,5**	**1,2**	**3,4**	**0,1**	**29,0**
UE 15-24 Hommes	**0,7**	**1,4**	**1,1**	**3,2**	**0,2**	**22,0**
UE 15-24 Femmes	**0,6**	**1,4**	**1,4**	**3,4**	**0,0**	**37,3**
UE 25-54 [1]	**-0,1**	**0,5**	**0,4**	**0,8**	**0,3**	**16,6**
UE 25-54 Hommes [1]	**0,0**	**0,5**	**0,3**	**0,8**	**0,4**	**5,5**
UE 25-54 Femmes [1]	**-0,3**	**0,3**	**0,4**	**0,4**	**0,2**	**29,7**
Irlande	2,0	8,9	7,7	18,6	4,2	43,2
Suède	5,8	3,6	0,2	9,6	-3,9	49,5
Espagne	1,6	2,5	4,2	8,3	1,2	29,6
Islande	-0,2	8,5	-0,3	8,0	-1,4	48,4
Danemark	0,9	2,5	3,2	6,6	4,8	62,0
Italie	2,0	0,5	3,1	5,6	0,5	24,3
Royaume-Uni	0,8	2,8	1,6	5,2	3,1	39,1
Pays-Bas	1,2	2,4	1,4	5,0	-0,3	74,7
Grèce	1,6	1,3	1,7	4,6	2,4	16,2
Hongrie	0,1	1,8	1,8	3,7	-1,2	9,0
Portugal	1,2	1,4	1,1	3,7	-2,6	12,9
Belgique	0,2	3,0	0,4	3,6	1,1	24,1
Finlande	-0,3	3,4	-0,4	2,7	1,8	39,9
Bulgarie	0,4	0,6	1,1	2,1	0,8	5,0
Roumanie	-0,9	-0,2	2,8	1,7	2,3	17,3
Autriche	0,4	-0,5	1,6	1,5	0,5	19,1
Allemagne	0,5	-0,2	-0,8	-0,5	-0,9	19,8
France	-0,4	0,0	-0,3	-0,7	-0,2	22,3
Pologne	-3,0	0,1	1,3	-1,6	3,9	15,6

1. 25-59 ans pour 2010S1-2011S2.
Pays classés par ordre décroissant de l'évolution de la part de l'emploi à temps partiel entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat ; données enquêtes annuelles LFS pour 2007 à 2010 ; enquêtes trimestrielles LFS pour calculer l'évolution entre les 1ers semestres 2010S1 et 2011S2 (estimés par la moyenne des deux premiers trimestres de chacune des années).

Tableau 10. Emploi à temps partiel involontaire des 15-24 ans (sauf mention contraire)

	Emploi à temps partiel involontaire en 2010 (en %)	Evolution 2007-2010 (en points)
UE 15-24	**28,4**	**5,2**
UE 15-24 Hommes	**26,4**	**5,5**
UE 15-24 Femmes	**29,7**	**5,0**
UE 25-64	**26,4**	**4,2**
UE 25-64 Hommes	**39,4**	**5,5**
UE 25-64 Femmes	**23,3**	**3,7**
Irlande	32,1	21,5
Espagne	48,1	17,1
Italie	65,8	14,4
Portugal	57,0	12,8
Grèce	54,2	9,5
Hongrie	48,1	8,5
Royaume-Uni	23,1	7,5
Finlande	22,9	5,9
Roumanie	71,8	4,7
France	46,1	4,2
Pologne	20,4	3,8
Suède	42,2	2,3
Danemark	9,4	2,2
Pays-Bas	5,8	0,0
Autriche	18,3	-1,1
Allemagne	21,7	-3,2
Belgique	26,7	-9,9

Pays classés par ordre décroissant de l'évolution de la part du temps partiel involontaire entre 2007 et 2010.
Sources : Eurostat ; données enquêtes annuelles LFS.

Tableau 11. Part du chômage de longue durée (en % du chômage total) des 15-24 ans (sauf mention contraire)

	Niveau (en %)		Evolutions (en points)				
	2010	2011-S1	2008-2009	2009-2010	2007-2010	2008-2010	2010S1-2011S1
UE 15-24	**28,4**	**29,4**	**0,4**	**5,2**	**2,3**	**5,6**	**1,6**
UE 15-24 H	**30,8**	**31,0**	**0,0**	**6,8**	**3,3**	**6,8**	**0,9**
UE 15-24 F	**25,5**	**27,5**	**0,9**	**3,4**	**1,0**	**4,3**	**2,6**
UE 25-64	**43,3**	**46,3**	**-5,3**	**7,0**	**-4,8**	**1,7**	**4,8**
UE 25-64 H	**43,5**	**46,5**	**-6,9**	**9,1**	**-4,9**	**2,2**	**5,3**
UE 25-64 F	**43,0**	**45,9**	**-3,4**	**4,5**	**-4,9**	**1,1**	**4,3**
Irlande	41,3	43,4	5,4	16,1		21,5	2,1
Espagne	29,3	31,6	7,7	11,2		18,9	3,1
Bulgarie	41,8	49,7	-6,9	9,7		2,8	9,6
Italie	44,4	47,8	1,9	4,3		6,2	4,0
Royaume-Uni	23,7	25,1	3,0	4,7		7,7	1,5
Hongrie	39,2	37,0	-2,3	9,3		7,0	-0,3
Belgique	30,1	33,0	-1,4	4,1		2,7	3,3
Grèce	35,6	40,1	-5,0	4,6		-0,4	4,8
Pologne	20,6	24,2	-0,9	-0,5		-1,4	5,1
France	29,9	27,9	1,4	4,2		5,6	-2,0
Suède	7,4	6,2	1,2	2,7		3,9	-0,4
Danemark	6,0	8,7				0,0	2,5
Autriche	17,3	15,7	-1,0	4,6		3,6	-1,9
Portugal	30,5	26,2	1,3	3,7		5,0	-3,8
Finlande	7,5	4,7		3,0		3,0	-1,8
Pays-Bas	11,6		-0,3	0,9		0,6	
Roumanie	34,0	39,0	-13,9	4,5		-9,4	4,9
Allemagne	26,9	24,6	-2,0	-0,4		-2,4	-3,1

Pays classés par ordre décroissant de l'évolution de la part du chômage de longue durée.
Sources : Eurostat ; données enquêtes annuelles LFS pour 2007 à 2010 ; enquêtes trimestrielles LFS pour calculer l'évolution entre les 1ers semestres 2010S1 et 2011S2 (estimés à partir des moyennes des deux premiers trimestres).

Tableau 12. Part des jeunes NEET en 2010

	15-19	20-24	25-29	30-34	15-24
Bulgarie	15,6	28,1	27,8	25,3	21,8
Irlande	11,5	26,3	25,3	23,3	18,9
Italie	11,9	25,9	27,3	26,5	19,1
Espagne	11,7	23,5	24,0	23,7	18,0
Grèce	7,9	21,7	24,5	24,4	14,9
Roumanie	9,9	21,1	22,0	19,4	16,4
Hongrie	4,8	19,5	26,6	27,2	12,4
Royaume-Uni	8,5	18,4	16,3	16,7	13,7
France	6,4	18,2	18,9	17,4	12,4
UE 27	**7,0**	**18,0**	**19,7**	**19,6**	**12,8**
Pologne	3,5	17,3	21,7	19,2	10,8
Belgique	5,3	16,2	17,0	15,7	10,9
Portugal	6,9	15,8	17,1	15,5	11,5
Finlande	4,9	13,3	13,3	14,4	9,0
Allemagne	3,7	12,4	15,2	17,3	8,3
Suède	4,2	11,4	9,3	8,0	7,8
Islande	:	9,5	14,9	11,7	7,4
Autriche	5,0	9,2	11,6	12,9	7,1
Danemark	3,5	8,5	9,0	8,9	5,9
Pays-Bas	2,2	6,5	8,7	9,6	4,4

Pays classés par ordre décroissant de la part des NEET (ni en emploi, ni en formation, ni en éducation) parmi les 20-24 ans.
Source : LFS annuelles - Eurostat.

Tableau 13. Part des jeunes NEET – hommes et femmes – en 2010

	20-24 ans			25-29 ans			30-34 ans		
	Part (en %)		Ecart	Part (en %)		Ecart	Part (en %)		Ecart
	H	F	H-F	H	F	H-F	H	F	H-F
Grèce	17,3	26,0	-8,7	16,4	33,2	-16,8	12,8	36,8	-24,0
Roumanie	17,9	24,5	-6,6	14,9	29,4	-14,5	11,7	27,6	-15,9
Royaume-Uni	15,4	21,5	-6,1	11,5	21,3	-9,8	10,5	22,8	-12,3
Portugal	12,9	18,9	-6,0	13,6	20,8	-7,2	11,5	19,6	-8,1
Hongrie	18,3	20,7	-2,4	19,4	33,9	-14,5	16,1	38,9	-22,8
UE 27	**16,9**	**19,1**	**-2,2**	**15,0**	**24,5**	**-9,5**	**12,6**	**26,7**	**-14,1**
Allemagne	11,4	13,4	-2,0	10,8	19,7	-8,9	10,0	24,8	-14,8
Bulgarie	27,2	29,0	-1,8	23,0	33,3	-10,3	19,4	31,7	-12,3
Pologne	16,4	18,2	-1,8	15,2	28,3	-13,1	11,5	27,0	-15,5
France	17,5	18,9	-1,4	14,6	23,2	-8,6	10,7	24,0	-13,3
Autriche	8,5	9,8	-1,3	7,9	15,4	-7,5	8,5	17,3	-8,8
Italie	25,4	26,5	-1,1	20,0	34,6	-14,6	15,6	37,5	-21,9
Islande	9,0	10,0	-1,0	11,9	18,0	-6,1	11,8	11,6	0,2
Belgique	15,9	16,6	-0,7	13,8	20,1	-6,3	11,6	19,9	-8,3
Pays-Bas	6,7	6,4	0,3	6,7	10,8	-4,1	6,2	12,9	-6,7
Suède	11,7	11,1	0,6	7,4	11,4	-4,0	6,1	10,0	-3,9
Finlande	13,6	12,9	0,7	9,9	17,1	-7,2	9,6	19,4	-9,8
Danemark	9,2	7,8	1,4	8,9	9,1	-0,2	7,4	10,4	-3,0
Espagne	24,4	22,6	1,8	22,9	25,1	-2,2	19,9	27,8	-7,9
Irlande	28,0	24,8	3,2	25,5	25,0	0,5	19,8	26,7	-6,9

Classé par ordre décroissant de l'écart de part de NEET parmi les 20-24 ans.
Source : LFS annuelles – Eurostat.

Tableau 14. Evolution de la part des jeunes NEET entre 2007 et 2010 (en points)

	15-19	20-24	15-24	25-29	30-34
Irlande	3,6	13,3	8,2	11,6	6,1
Espagne	1,6	9,7	5,8	9,6	7,0
Grèce	1,4	5,4	3,4	3,2	2,9
Italie	1,2	4,6	2,9	4,0	4,2
Roumanie	0,0	4,6	3,1	4,4	1,4
Islande		4,5	3,4	9,2	4,5
Bulgarie	1,1	3,5	2,7	4,9	5,3
Royaume-Uni	0,4	2,9	1,8	1,4	1,1
UE 27	**0,5**	**2,8**	**1,9**	**2,6**	**2,2**
France	1,1	2,8	2,1	1,8	0,7
Hongrie	-0,8	2,8	1,1	4,6	3,2
Finlande	1,5	2,7	2,0	2,2	2,7
Danemark	0,7	2,6	1,6	2,5	1,7
Portugal	-0,9	1,7	0,3	2,0	1,3
Pays-Bas	0,2	1,4	0,9	1,1	0,0
Suède	-0,1	0,3	0,3	0,5	0,5
Belgique	-1,2	0,3	-0,3	0,5	-0,5
Pologne	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,5
Autriche	0,2	0,1	0,1	-0,9	-0,4
Allemagne	0,0	-1,4	-0,5	-0,7	0,6

Pays classés par ordre décroissant de l'évolution de la part des NEET parmi les 20-24 ans.
Source : LFS annuelles – Eurostat.

Tableau 15. Evolution de la part des jeunes NEET selon les périodes (en points) dans l'UE 27 (2007-2010)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2007-2010
15-19 ans	0,0	0,5	0,0	0,5
Hommes	0,0	0,9	-0,2	0,7
Femmes	0,0	0,2	0,1	0,3
20-24 ans	-0,2	2,4	0,6	2,8
Hommes	-0,1	3,6	0,6	4,1
Femmes	-0,2	1,3	0,5	1,6
25-29 ans	-0,3	2,0	0,9	2,6
Hommes	0,0	3,0	1,0	4,0
Femmes	-0,7	1,0	0,8	1,1
30-34 ans	-0,3	1,7	0,8	2,2
Hommes	0,1	2,4	0,8	3,3
Femmes	-0,8	1,1	0,8	1,1

Source : LFS annuelles – Eurostat.

Tableau 16. Evolution de la part des jeunes NEET (2007-2010) et écarts hommes-femmes

	20-24 ans			25-29 ans		
	Hommes	**Femmes**	**Ecart H-F**	**Hommes**	**Femmes**	**Ecart H-F**
Espagne	13,4	5,8	7,6	13,6	5,3	8,3
Irlande	16,7	10,2	6,5	15,2	8,0	7,2
Hongrie	4,5	1,2	3,3	6,9	2,1	4,8
Italie	6,2	3,0	3,2	4,7	3,1	1,6
Finlande	4,2	1,1	3,1	2,8	1,6	1,2
Pologne	1,5	-1,2	2,7	1,0	-0,8	1,8
Pays-Bas	2,8	0,2	2,6	2,5	-0,1	2,6
Grèce	6,5	4,0	2,5	4,1	2,0	2,1
UE 27	**4,1**	**1,6**	**2,5**	**4,0**	**1,1**	**2,9**
France	4,0	1,6	2,4	2,5	1,2	1,3
Belgique	1,5	-0,9	2,4	1,2	-0,3	1,5
Bulgarie	4,5	2,4	2,1	6,0	3,6	2,4
+ Autriche	1,1	-0,9	2,0	1,2	-2,9	4,1
Royaume-Uni	3,6	2,2	1,4	2,6	0,5	2,1
Suède	0,8	-0,3	1,1	1,1	0,0	1,1
Danemark	3,1	2,2	0,9	4,4	0,6	3,8
Allemagne	-1,0	-1,8	0,8	-0,3	-1,0	0,7
Portugal	1,7	1,7	0,0	3,4	0,6	2,8
Roumanie	4,2	5,0	-0,8	4,8	3,9	0,9

Pays classé par ordre décroissant de l'écart H-F de l'évolution de la part des NEET parmi les 20-24 ans.

Tableau 17. Evolutions de plusieurs indicateurs de pauvreté entre 2007 et 2009-2010

	Taux de pauvreté usuel (seuil à 60 % du revenu équivalent médian)			Taux d'extrême pauvreté (seuil à 40 % du revenu équivalent médian)			Population menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale (indicateur Stratégie Europe 2020)		
	Niveau	Evolution depuis 2007 (en %)		Niveau	Evolution depuis 2007 (en %)		Niveau	Evolution depuis 2007 (en %)	
	18-24 ans	18-24 ans	25-54 ans	18-24 ans	18-24 ans	25-54 ans	18-24 ans	18-24 ans	25-54 ans
UE 27 [1]	**20,3**	**0**	**-1**	**11,2**	**2**	**-1**	**27,6**	**-3**	**-3**
Danemark [1]	33,9	-1	16	15,1	20	33	37,1	-5	-7
Suède [2]	29,5	4	13	15,6	8	9	31,6	2	-10
Finlande [2]	26,8	13	6	3,1	15	21	30,9	15	21
Espagne [2]	23,2	36	17	14,2	39	39	28,8	36	52
Grèce [1]	22,3	-8	-3	11,9	-12	-3	31,6	-6	-15
Italie [1]	21,6	-10	-5	12,5	-5	-7	29,5	-5	-1
France [1]	21,2	0	-2	11,7	38	37	26,6	0	-1
Pays-Bas [1]	20,1	13	16	11,5	47	9	26,5	15	23
Pologne [1]	19,8	-6	-11	11,3	-10	-14	29,9	-24	-23
Royaume-Uni [1]	19,8	4	-3	11,4	2	-4	24,4	6	8
Allemagne [2]	18,9	-11	5	9,1	-22	-8	23,8	-10	-9
Hongrie [2]	17,0	1	3	5,0	-28	-27	36,2	4	1
Islande [2]	16,3	38	14	7,5	14	21	19,2	33	43
Portugal [1]	16,0	-1	6	10,7	-6	-11	25,9	2	14
Irlande [1]	14,7	-15	2	5,6	-22	-26	26,4	7	7
Belgique [2]	14,4	-15	2	6,0	-26	15	20,7	-12	-6

Pays classés par ordre décroissant du taux de pauvreté avec le seuil de pauvreté usuel (60 % du revenu équivalent médian).
1. 2009.
2. 2010.
Note : les données des enquêtes EU-SILC étant selon nous fragiles pour mesurer précisément des évolutions sur des sous-échantillons de la population (voir annexe 2), toute conclusion tirée de ces données doit être prudente. Les évolutions (en %) sont exprimées avec des chiffres entiers pour indiquer que seuls les ordres de grandeur de ces évolutions devraient être retenus.
Source : Eurostat – enquêtes EU-SILC.